

MITSUBISHI
OUTLANDER

INTERIEUR TISSU BOÎTE AUTO
25.900.000 FCFA*
TTC
AU LIEU DE 30.900.000 FCFA TTC



OFFRE
SPÉCIALE
JUSQU'AU 15 JUILLET 2024




DISPONIBLE EN STOCK

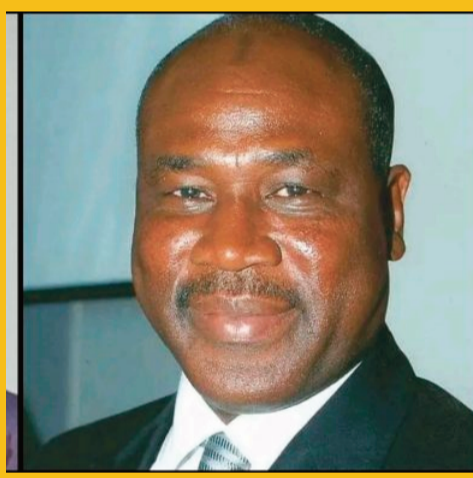



CONNECTION
IVOIRIENNE.NET

Connection@burnienne.net – Premier site d'information et d'actualité - Indépendant en Côte d'Ivoire - samedi 14 juillet 2024



Marché des passeports: Plusieurs collaborateurs de Bictogo devant la justice, 4 milliards de fcfa réclamés par la Côte-d'Ivoire



Odienné

Le gouvernement ivoirien ne confirme pas la construction d'une Base militaire US



“Non non, nous n'en sommes pas informés et ça n'a pas fait l'objet de ce Conseil”, le porte-parole du gouvernement répondait à la question sur l'imminence du début des travaux de construction d'une base militaire américaine au

Odienné, ville située à près de 800 km au nord du pays. Conseil des ministres du 11 juillet Base militaire américaine en Côte d'Ivoire ? La réponse du porte-parole du gouvernement



Politique

Médias publics: Dembélé Fausséni dit Al Séni, Dg de la RTI limogé

Dembélé Fausséni dit Al Séni n'est plus le directeur général du média d'État, Radiodiffusion télévision ivoirienne (Rti). Le Conseil des ministres tenu à Abidjan-Plateau le 10 juillet 2024, en présence du Président de la République, Alassane Ouattara, l'a relevé de ses fonctions. Raison évoquée : Mauvaise gestion. C'est le 6 février 2019 que Dembélé Fausséni a été nommé directeur général de la Rti. Il a remplacé à ce poste Ahmadou Bakayoko. Cette décision du gouvernement fait suite aux mécontentements exprimés par les agents de la Rti. En effet, des membres du Syndicat national des agents des organes secteurs publics et parapublics de l'information (Syninfo), l'un des syndicats de la Rti, ont organisé une conférence de presse le 26 juin 2024, à Cocody. Le but de la rencontre avec la presse est d'annoncer un arrêt de travail. C'est-à-dire, un préavis de grève conformément aux articles 82.2 et 82.5 et suivant le code de travail. « Cette grève dont le type et les actions à protester seront communiqués ultérieurement débutera le 8 juillet 2024 et prendra fin le mercredi 10 juillet 2024 », a-t-il déclaré. Pour ce qui concerne les problèmes dénoncés, il a cité, entre autres, le non-respect des droits des travail-

leurs et des engagements sociaux ; le blocage des revalorisations nationales des minima catégoriels ; non-paiement des stocks de congés impayés ; la non-validation des travaux visant à améliorer la gestion du personnel, la cartographie des métiers et les aires de mobilité. Il est cependant important de le rappeler, le ministre de la Communication et des Médias, Amadou Coulibaly, par ailleurs porte-parole du gouvernement, a, dans son intervention après le conseil des ministres le mercredi 26 juin 2024, abordé les tensions sociales au sein de la Radiodiffusion télévision ivoirienne (Rti). Il a souligné que la Rti étant une entreprise avec une mission sociale, doit d'abord résoudre ses conflits internes par elle-même. Lire aussi: <http://Amélioration du traitement salarial à la Rti> : Les agents lancent un appel aux autorités. Cependant, il a assuré que le gouvernement interviendrait si la direction de la Rti se sentait incapable de gérer la situation, réaffirmant l'engagement de l'État à garantir la stabilité et le bon fonctionnement des médias publics. Il faut souligner aussi que le directeur général du Conseil coton-anacarde a été relevé de ses fonctions pour mauvaise gestion. Fratmat.info



Marché des passeports: Plusieurs collaborateurs de Bictogo devant la justice, 4 milliards de fcfa réclamés par la Côte-d'Ivoire

Lisa Sarr Bictogo, la directrice générale adjointe de Snedai, fille d'Adama Bictogo et deux frères du président de l'Assemblée nationale ont récemment été longuement auditionnés au cabinet de la juge Essoh Blanche, épouse Abanet, présidente du Pôle pénal économique et financier d'Abidja. L'information est du canard français Africa Intelligence dans sa toute récente parution. L'État de Côte-d'Ivoire réclamerait la somme colossale de 4 milliards de francs cfa à Snedai, soit 6 millions d'euros en illégalement perçus en « auto-détournement ». Le marché ivoirien des passeports serait actuellement convoité par la société belge Semlex, qui bénéficie du soutien du fils du Chef de l'État, David Ouattara. Le contrat est évalué à 750 millions d'euros.

#AGD



Drame à la Cité U de Port-Bouët: Un étudiant se jette du 3ème étage de son immeuble



Au lendemain du suicide du gendarme qui s'est jeté du pont De Gaule dans la lagune, un étudiant dont l'identité n'a pas encore été divulguée, a sauté du troisième étage de son immeuble ce mercredi 10 juillet 2024, a-t-on appris de sources concordantes. Les secours ont été alertés immédiatement après l'incident. L'étudiant se-

rait entre la vie et la mort. Les circonstances qui ont mené à cet incident tragique demeurent floues, et une enquête est ouverte pour comprendre les raisons ayant conduit l'étudiant à prendre une telle décision.

Nadia YEO
Pressecotedivoire



Échanges Citoyens

EurAfrican Forum 2024: Nicolas Pompigne-Mognard partagera son point de vue sur le sport et le développement en Afrique



Le leader panafricain du conseil en communication et de la distribution de communiqués de presse, a le plaisir d'annoncer que son fondateur et président, Nicolas Pompigne-Mognard (www.Pompigne-Mognard.com), sera l'un des conférenciers invités à la septième édition du EurAfrican Forum 2024 (www.EurAfricanForum.org). Cet événement, organisé par le Conseil de la diaspora portugaise, aura lieu à la NOVA School of Business and Economics à Cascais, au Portugal, les 15 et 16 juillet 2024. Lancé en 2018 et présidé par José Manuel Durão Barroso, ancien président de la Commission européenne et actuel président du conseil d'administration de Gavi, l'Alliance du Vaccin, le EurAfrican Forum est une plateforme orientée vers l'action qui vise à renforcer la collaboration entre l'Europe et l'Afrique. Les éditions précédentes du Forum Eurafrique ont vu la participation des présidents du Ghana, du Mozambique et de l'Angola, ainsi que d'un large éventail de dirigeants influents, de décideurs politiques et d'experts. Evoquant sa participation, Mr Pompigne-Mognard a déclaré :

“C'est un honneur pour moi de contribuer à ce forum prestigieux et de partager mon point de vue sur la manière dont l'industrie du sport peut être un catalyseur de la croissance du continent. Le sport va bien au-delà du simple divertissement. Il est largement reconnu par les acteurs du développement comme un catalyseur et un facilitateur du développement humain et du bien social, offrant des opportunités d'emplois et de génération de revenus grâce aux sponsorship, aux droits de diffusion, à la vente de marchandises, à la gestion des sites, au tourisme, au développement des infrastructures, à la gestion d'événements, à la technologie sportive et à la gestion des supporters. Le sport peut également influencer le développement urbain en revitalisant des zones grâce à la construction de stades et de complexes sportifs, contribuant ainsi aux économies locales”.

Mr Pompigne-Mognard siège au sein du conseil consultatif du Sommet Mondial du Football.

En juin 2023, il a été nommé conseiller spé-

cial du président de Rugby Afrique, l'organe directeur du rugby en Afrique, afin de fournir des conseils et des orientations sur des questions spécifiques et des domaines de responsabilité liés au rugby et à des sujets d'intérêt sur le continent africain.

Le sport va bien au-delà du simple divertissement Détenue à 100 % par Nicolas Pompigne-Mognard, APO Group a été l'agence de relations publiques panafricaine de la FIFA durant les trois dernières années et est l'agence de relations publiques panafricaine de la NBA et de la Basketball Africa League. Elle est également le partenaire stratégique du Mouvement Olympique en Afrique (ACNOA). Group a été le principal sponsor officiel de Rugby Afrique. En 2023, l'entreprise est devenue le partenaire officiel de Rugby Afrique en matière de relations publiques. APO a également parrainé la toute première équipe cycliste africaine du World Tour, NTT Pro Cycling, de 2020 à 2022, et le Lux Afrique Polo de 2019 à 2021. Elle

entretient des partenariats stratégiques avec l'Association internationale de la presse sportive (AIPS) et est le partenaire officiel du programme de développement OM Afrique du célèbre club de football français, l'Olympique de Marseille.

Récemment, la Beast Foundation, un important programme de sport et d'éducation créé par l'ancienne légende du rugby Springbok et vainqueur de la Coupe du monde de rugby, Tendai Mtawarira (The Beast), a choisi APO Group comme partenaire exclusif en matière de relations publiques.

Nicolas Pompigne-Mognard figure sur la liste des 100 Africains les plus influents en 2023.

Participeront aussi au EurAfrican Forum 2024 le directeur de la stratégie d'APO Group, João Marques, et la directrice principale de la croissance, Eleanor Legge-Bourke. Distribué par APO Group pour APO Group.

Le PM réaffirme l'engagement de la Côte d'Ivoire à respecter ses engagements internationaux contre la corruption

Dans le cadre de la lutte contre la corruption, le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, a, au nom du Président de la République, rassuré de la disponibilité de la Côte d'Ivoire à respecter ses engagements internationaux, en vue d'améliorer le dispositif légal, en faveur de la protection des droits humains et garantir le bien-être des Ivoiriens.

Le Premier Ministre s'exprimait, ce jeudi 11 juillet 2024 au Plateau, à l'occasion de la célébration en Côte d'Ivoire de la 8ème édition de la Journée africaine de la Lutte contre la corruption (JALC 2024) placée sous le thème : « Mécanisme de protection efficace des lanceurs d'alerte : outil essentiel dans la lutte contre la corruption ».

Selon Robert Beugré Mambé, par ce thème,

l'Union africaine trace un cadre de réflexion et de partage d'expériences diverses, pour une coordination des actions dans les différents pays.

Pour le président de la Haute Autorité de la Bonne gouvernance (HABG), Épiphanie Zoro Bi Ballo, « cette journée contribue à semer des graines qui demain produiront des jeunes ivoiriens consciencieux de l'intérêt général, et non des intérêts égoïstes ».

Il a invité les potentiels lanceurs d'alertes à rejoindre son équipe dans la lutte contre la corruption.

Pour rappel, le gouvernement a adopté la Stratégie nationale de Lutte contre la Corruption pour la période 2024-2028, prenant en compte la protection des lanceurs d'alerte.

CICG



Politique

Coltan et M23: La forte demande mondiale explique le soutien «non sanctionné» du Rwanda au mouvement rebelle



Voitures électriques, smartphones et ordinateurs portables : ils contiennent tous le minéral coltan. Une bataille sanglante fait rage autour de ce minéral dans l'est de la République démocratique du Congo entre l'armée et diverses milices armées.

Il y a une lutte féroce pour le contrôle des mines de précieuses pierres noires.

Le groupe rebelle M23 a récemment conquis Rubaya, la « capitale du coltan ».

Le groupe armé combat aux côtés de l'armée rwandaise.

Il y a désormais au moins quatre mille soldats rwandais actifs dans l'est du Congo, selon les Nations Unies. «Le coltan va désormais directement de ces mines au Rwanda. Là, il est vendu comme s'il s'agissait d'un produit rwandais, au lieu d'un produit congolais», a déclaré à NOS [media public hollandais] Espoir Ngalukiye, un militant des droits de l'homme de Goma.

«Il n'y a pas de mines de coltan au Rwanda, tout le monde le sait.» Selon Ngalukiye, les rebelles ont continué à extraire du coltan après avoir repris la mine de Rubaya. «Les sacs pleins sont chargés à l'arrière des motos. Ils traversent

ensuite directement la zone du M23 jusqu'à la frontière rwandaise. Les gardes-frontières coopèrent : il n'est pas nécessaire de déclarer exactement la quantité contenue dans les sacs et aucune taxe n'est payée.» Une fois au Rwanda, les grandes entreprises technologiques rachètent les actions, mais aussi les pays occidentaux qui utilisent le coltan pour la transition vers l'énergie verte.

Selon le gouvernement congolais, des tonnes de marchandises traversent ainsi la frontière. L'ONU affirme également disposer de suffisamment de preuves de la contrebande de coltan et d'autres minéraux. Le Rwanda peut voler le précieux minéral grâce à son soutien aux rebelles, affirme le Congo, qui extrait la majeure partie produit dans le monde. Le pays a perdu un milliard de dollars l'année dernière à cause du commerce illégal, a déclaré un ministre congolais au Financial Times. Le Congo voit les bénéfices disparaître dans les poches du pays voisin. Selon Ecofin, l'agence qui surveille l'économie africaine, les exportations de coltan du Rwanda connaissent une croissance rapide. L'année dernière, le pays a vendu plus que le Congo dans le monde : «Le Rwanda dit à la communauté internationale que ce sont ses pro-

pres minerais, mais ce n'est pas vrai. C'est un mensonge», souligne Ngalukiye. L'ONU et les organisations de défense des droits de l'homme affirment depuis un certain temps que le Rwanda soutient les rebelles du M23. Outre un avantage économique, il y a une autre raison à cela, estime Ngalukiye : «Les rebelles sont en grande partie Tutsi, du même groupe que le président rwandais Kagame. Il veut protéger la population Tutsi de l'Est du Congo.» Au début de cette année, des manifestations ont eu lieu dans la ville de Goma contre l'avancée du M23, contre le Rwanda et contre les pays occidentaux qui soutiennent indirectement les rebelles en continuant à soutenir le Rwanda, par exemple en leur fournissant une aide au développement.

De plus en plus de pays, dont les États-Unis et la France, ont depuis demandé la fin du soutien au M23.

Le Rwanda lui-même continue de nier toute implication dans le mouvement rebelle. «C'est devenu un jeu politique qui profite économiquement au Rwanda», affirme Oluwole Ojewale, chercheur à l'Institut d'études de sécurité.

Bus Rapid Transit: La construction de la ligne Yopougon-Bingerville sur 20 km lancée



Le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, a procédé, le mercredi 10 juillet 2024 à Abidjan, au lancement des travaux de construction de la ligne de Bus Rapid Transit (BRT) Yopougon-Bingerville, longue de 20 km. D'un investissement de 242 milliards FCFA, ce projet structurant permettra, chaque jour, à environ 500 000 passagers de rallier Yopougon-Bingerville dans des conditions de confort et de sécurité optimales en 45 minutes contre trois heures actuellement. Selon le Chef du gouvernement, la réalisation de cette infrastructure s'inscrit dans la volonté du Président Alassane Ouattara de moderniser et de rendre plus efficaces le système du transport public urbain. La mise en service de ce projet novateur vise à assurer la fluidité du trafic dans le grand Abidjan, à améliorer la mobilité des populations, ainsi que leur qualité de vie. Robert Beugré Mambé a expliqué que le projet a l'avantage de réduire le temps du trajet, d'améliorer la qualité de l'air, de dynamiser l'économie et de contribuer l'accessibilité et à l'inclusion sociale avec la prise en compte des personnes à mobilité réduite. Le BRT Yopougon-Bingerville sera équipé de technologies de pointe pour l'information des usagers sur le trafic en temps réel. Les travaux auront une durée de 36 mois et vont générer 500 emplois directs.

Avec
CICG



L'humeur du jour (par S. Debailly) : Kobénan K. Adjoumani, ministre de notre Agriculture ou ministre de l'agriculture politique ?



Lui, il n'a pas d'égal dans la propagande. Et les choses sont simples pour lui. Toutes les fois qu'il est confronté à une difficulté dans son département ministériel, la seule réponse qui vaille pour détourner l'opinion des vrais sujets, c'est un meeting de soutien. Soutien à son bienfaiteur, celui sans qui il n'aurait pas droit de cité, le président de la République. Des meetings transformés en grande foire de propagande trompeuse où il s'érige en censeur de l'opposition, son souffre-douleur. Kobénan Kouassi Adjoumani, ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, du développement rural et des productions vivrières. Avec lui, tout se résume en meeting de soutien, en hommage au chef de l'Etat. La parade toute trouvée pour échapper aux défis du moment. Le Cacao s'achète à prix d'or dans des pays producteurs en Afrique et à vil prix en Côte d'Ivoire. Que fait Adjoumani pour relever les prix, ? Réponse : meeting de soutien au président. L'anacarde dont notre pays est premier producteur ne nourrit plus son homme. Les producteurs sont obligés de brader leur production à 100 F voire

150 F buvant ainsi le calice jusqu'à la lie. Que fait mister Adjoumani pour que ces planteurs sortent de cette galère ? Réponse : meeting d'hommage des producteurs de coton et anacarde au chef de l'Etat. Et cerise sur le gâteau comme pour pousser le masochisme de ces pauvres paysans à son paroxysme, c'est à eux qu'on demande de payer la caution de 50 millions de FCFA pour une nouvelle candidature du président à laquelle, logiquement, il n'a plus droit. Dans le même temps, le Président lui-même, pris de compassion pour ces abonnés à la misère, leur offre 100 millions de Fcfa. Ce fut le cas à Yamoussoukro le weekend dernier. Allez-y comprendre quelque chose. Sacré Adjoumani, doué dans l'art de la politique politicienne. Il pourrait porter fièrement le titre de ministre de l'agriculture politique. Il en a la passion. Les solutions à la disette de milliers de petits producteurs peuvent attendre. Il ne fait rien avec ça !

SD

Paiement de la caution de Ouattara par le CCC: Le Conseil national des syndicats agricoles "n'est pas associé..."

M. Marcel Tia, président du Conseil National des Syndicats Agricoles de Côte d'Ivoire (Conasa.ci), dénonce les mauvaises pratiques du Conseil CAFE-CACAO, dans l'affaire du paiement des 50 millions pour la candidature à un 4ème mandat de Ouattara par les producteurs de café-cacao. Il informe les par la même occasion les IVOIRIENS que les planteurs de Côte d'Ivoire ne sont pas associés à cette manipulation. Pour Marcel Tia c'est aberrant et injurieux pour la démocratie ivoirienne que l'argent public des contribuables soit utilisé pour payer la caution d'une candidature qui relève d'une chose privée. "Nous n'acceptons pas cela. Le CCC doit être apolitique", a conclu le syndicaliste.



Résurgence du Covid-19:

Le ministère de la Santé rassure sur les dispositions prises par le Gouvernement



Le ministère de la Santé, de l'Hygiène

publique et de la Couverture maladie universelle (CMU), dans un communiqué de presse, ce vendredi 28 juin 2024, rassure sur les dispositions prises pour prévenir tout risque de propagation de la Covid-19 en Côte d'Ivoire, depuis le constat de la résurgence de cas du virus dans certains pays de la sous-région, au retour du Hadj 2024. A cet effet, fait savoir le ministère, un dispositif d'information et de contrôle sanitaire a été mis en place à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny, depuis le 24 juin 2024, pour tester les

voyageurs de retour du Hadj et de certains pays à risque. « Ce dispositif a permis d'enregistrer à ce jour, 28 juin 2024, 25 cas de Covid-19 sur 619 voyageurs prélevés (PCR) soit 4% des cas positifs, 0 décès », indique le communiqué. Et de souligner que ce taux est en dessous du seuil de contrôle de la maladie. « Les cas positifs sont mis en isolement et suivis, avec observance stricte des mesures barrières conformément à la stratégie nationale de lutte contre la Covid-19 », affirme-t-il.

Avec CIGG



Politique

La Commission électorale “indépendante” en 2025: «Quelles réformes?»

«Quelle monture réformée de la Commission électorale indépendante (CEI), adaptée à une joute électorale juste, équitable, transparente et inclusive pour 2025 en Côte d'Ivoire ?». «Ainsi, sans publicité gratuite et encore moins de concurrence télévisuelle, je tiens à féliciter la Nouvelle Chaîne Ivoirienne (NCI) à travers Ali Diar-rassouba EBONY 2020, animateur du talk-show politique sur la plateforme NCI 360, qui donne la parole aux Ivoiriens de tous bords politiques pour qu'ils expriment leurs opinions en toute liberté d'expression, alors qu'à l'opposé, il est dommage que la RTI, la télévision publique traditionnelle, qui devrait le faire en tant que leader naturel de l'audimat ivoirien, ne le fasse pas.

C'est dommage pour la RTI qui est richement financée par les redevances des Ivoiriens. Il est indispensable dans une démocratie de clarifier les questions politiques importantes à leurs concitoyens avant une élection présidentielle « cruciale » en 2025, qui se prépare dans un climat de tension, car ces élections seront générationnelles, à moins que la volonté de bien faire dans le choix des candidats dans chaque chapelle politique sans exclure d'autres candidats potentiels dont plus d'un ivoirien veut que la raison l'emporte pour me faire mentir. De l'extérieur, que suis-je pour l'intérêt capital universel de chaque Ivoirien, j'ai aménagé mon emploi du temps pour suivre attentivement, vu l'importance, le débat sur la Commission Electorale Indépendante (CEI) le dimanche 30 juin 2024 à 20h 05 et regardez le replay le lundi 1er juillet à 9h. COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim, Président de la Commission Électorale Indépendante, qui a débattu avec MM. Geoffroy Julien KOUAHO, Constitutionnaliste, éditeur, Alafe Wakili, Journaliste – DG Intelligent d'Abidjan et Jérôme N'Dri, Journaliste politique – Nouveau Réveil sur la scène du débat politique du NCI sous le contrôle du représentant Ali Diar-rassouba.

Selon mon analyse, visant à attirer l'attention des Ivoiriens sur le débat relatif à la Commission Électorale Indépendante (CEI), M. COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim, Président de la Commission Électorale Indépendante, s'est très bien défendu, et il faut le lui reconnaître, puisqu'il connaît bien cette maison électorale ivoirienne pour y avoir résidé pendant 4 ans, 9 mois et 0 jour, du lundi 30 septembre 2019, date de son élection-nomination comme Président de la CEI, au 30 juin 2024, date du débat sur la Nouvelle Chaîne Ivoirienne (NCI). Il est également à noter qu'il n'y avait pas de spécialistes des élections en face de lui pour poser des questions techniques afin d'aborder les problèmes fondamentaux de l'institution chargée de l'organisation et de la supervision des élections (CEI), tels que les problèmes liés au consensus du personnel décisionnel entre le gouvernement (parti au pouvoir) et l'opposition, et les décisions consensuelles restent parfois sans réponse, voire non résolues.

Sans compter que l'appareil du système électoral ivoirien, connu sous le nom de Commission électorale indépendante (CEI), est en fait dépendant



d'un trop grand nombre de représentants très influents tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la CEI.

Au sein de la CEI, il existe un déséquilibre entre l'offre et la demande et la pratique qui l'empêche d'être véritablement indépendante, transparente et inclusive, la réduisant de facto à une importance nulle, car la CEI ne répond pas aux attentes placées en elle par la Ivoiriens.

L'ironie est que la CEI, qui devrait rassembler les Ivoiriens, les divise. Pire encore, la CEI déclenche des guerres entre Ivoiriens et Ivoiriens, aussi vaut-il mieux faire confiance au Ministère de l'Intérieur pour organiser à nouveau les élections, la Côte d'Ivoire jouissant de toutes les facultés d'un pays normal tant sur le plan national qu'international. Lorsque le constitutionnaliste Geoffroy Julien KOUAHO l'a poussé à bout avec une question, M. COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim a ironisé sur le passage de Geoffroy Julien KOUAHO à la CEI en tant qu'expert. Il faut le dire haut et fort, le président COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim se défend très bien avec les moyens institutionnels dont il dispose lorsqu'on lui offre une tribune télévisée pour parler de la CEI. Oui, il faut le lui reconnaître, il parle si bien et de façon si convaincante, mais c'est le jour et la nuit dans la pratique, d'autant plus que beaucoup d'Ivoiriens et toute l'opposition ivoirienne se plaignent de la CEI. Croire en la bonne foi du Pré-

sident COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim comme étant de bons samaritains et des enfants de chœur qui dirigent la CEI pour que la CEI ne puisse pas faire gagner un candidat alors voici mes requêtes :

Pourquoi ne pas confier la présidence de la très critiquée CEI à l'opposition ? D'autant plus que c'est l'opposition qui a occupé la présidence à deux reprises en 2010, surtout que la CEI n'accorde aucune faveur et ne peut aider un candidat à gagner une quelconque élection en Côte d'Ivoire ?

2-Pourquoi la CEI, COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim, refuse-telle d'auditer le fichier électoral pour rassurer les citoyens et dissiper les accusations de fraudes potentielles formulées par un grand nombre d'Ivoiriens ?

Pour bien remplir sa mission, la CEI devrait s'attacher les services des experts électoraux des Nations Unies pour nettoyer les doublons, les croquis de décès et même les erreurs de noms sur le fichier électoral pour des résultats inattaquables au soir de l'élection présidentielle de 2025 ?

3-Je propose d'auditer même les cartes électorales, car pour éviter qu'un citoyen ne vote plusieurs fois, il est nécessaire d'avoir des garanties de sécurité biométriques installées dans les cartes et des numéros uniques. C'est tout ce qu'il y a à dire et à faire, parce que le système électoral de

la CEI est avant tout plus convivial sur le plan informatique. Mais maintenant, le Président COULIBALY-KUIBIERT Ibrahim doit joindre l'acte à la parole et prendre en compte les irrégularités de la liste électorale, en vue d'auditer la liste électorale provisoire et de la rendre définitive, immuable, irrévocable, voire permanente six à trois mois avant les élections présidentielles de 2025. Si vous le faites, Monsieur le Président de la CEI, vous serez le chouchou du peuple ivoirien, car vous aurez épargné à la Côte d'Ivoire une crise post-électorale, et lui aurez épargné sa coloration de morts. C'est pourquoi, devant la nation, j'exhorte Ali Diar-rassouba à organiser une rencontre entre les représentants des partis politiques et le président de la CEI, suivie d'une autre rencontre avec la société civile et le président de la CEI, pour en débattre sous les yeux et à la connaissance du peuple ivoirien, afin que les autorités, parti au pouvoir et opposition confondus, s'accordent sur un cadre pour une CEI qui promette une élection libre, transparente et crédible pour le bonheur des Ivoiriens. Qui veut aller loin ménage sa monture ! La présidentielle 2025, c'est maintenant, demain, il sera trop tard pour regretter 202 ! » Petrouce Pierre Nicaise GNAGNE-Membre du Bureau Politique du PdcI-Rda.

Avec Ledebativoirien.net



Politique

Projet d'urgence de 25 mille logements Bruno Koné a-t-il enfin la solution ? Le coût des loyers pas annoncé !

SD à Abidjan
sdebailly@yahoo.fr

Il y avait la joie et des joies (expression sacrée et chère au PM Mambé) sur le site de la Brigade anti-émeutes (Bae) de Yopougon 3e pont, le 4 juillet 2024 à l'occasion du lancement du projet d'urgence de construction de 25 mille logements en location simple et location vente. A l'approche de la présidentielle d'octobre 2025, il n'est pas superflu d'affirmer que le gouvernement par le biais du ministre Bruno Koné joue un bon coup. Face à la crise du logement en Côte d'Ivoire, c'est toujours une bonne nouvelle de faire une annonce suivie de la pose d'une première pierre d'un projet qui va impacter la vie de milliers d'Ivoiriens. Construire 25 mille logements, c'est loger au bas mot 250.000 personnes si l'on part du postulat qu'une famille englobe en moyenne 10 personnes. Après donc les projets de logements sociaux qui n'ont pas connu le succès escompté entre 2012 et 2023, Bruno Koné avait à cœur de ressusciter l'espoir chez des milliers d'Ivoiriens qui attendent depuis belle lurette d'avoir une clé en main pour occuper une maison. Alors qu'au début, l'Etat avait exclu toute intervention directe pour construire des logements, voici qu'il s'est ramené à la réalité. Sur le chemin qu'avait tracé Félix Houphouët-Boigny et qui avait eu un succès retentissant en Afrique avec l'avènement des quartiers Sicogi, Sogefiha, 220 logements d'Adjamé et autres. Avec une dette de 45 milliards projetée, voici l'Etat qui va se lancer dans la construction directe des maisons pour les louer ou les vendre aux Ivoiriens de toutes les couches sociales. Ce 4 juillet, Bruno Koné qui s'exprimait avant le Premier ministre Beugré Mambé pour présenter le projet de 25 mille logements dans ses déclinaisons financières et administratives a donné beaucoup d'informations. Sur le site de la Bae, 800 appartements sortiront de terre dans des immeubles R+9, puis 1160 logements au Pk 24, à la zone industrielle 5 ha recevront des appartements, à Akoupé Zeudji sur 10 ha. Au total 25 ha à Abidjan. Sont également concernées des villes de l'intérieur du pays à savoir San Pedro, Korhogo, Yamoussoukro et Bouaké dans des immeubles R+4. Ce projet bénéficiera du concours financier de la Badea, de la Boad, du Fonds d'Abu Dhabi... Les 45 milliards de coût du projet seront un prêt à rembourser sur 25 ans au taux de 2,5 % l'an avec 5 ans de différé.



"L'Etat passe du rôle de facilitateur à un rôle plus actif et plus direct", a affirmé avec allégresse et une dose d'assurance le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme Bruno Koné. Il a tout annoncé sauf peut-être l'essentiel. A combien seront fixés les loyers des maisons qui seront disponibles dans les trois années à venir ? Là-dessus Bruno Koné est resté muet tout au long de son discours. Le Premier ministre Mambé dans son intervention n'a pas non plus dévoilé ce qui apparaît comme un secret. Il s'est contenté d'arranger la foule en déclarant simplement, "Tout le monde sera logé, personne ne sera exclu. Il y aura les apprentis gbaka, les ménagères, les mécaniciens, les journalistes...toutes les catégories". Puis Mambé d'ajouter plus loin : "Il y aura très peu de choses à payer. Ce ne sera pas 5 mois de loyer et 5 mois de caution". Sans plus.

L'OURS

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email:Connectionivoirienne@gmail.com**Phones:** Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipeinfo@connectionivoirienne.net
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly:Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73

NOUVEAU
LOOK
MAIS TOUJOURS
AUSSI DOUX !



CLIQUEZ ICI

Commencez En Force
Finissez En Force

NESCAFÉ



Par La rédaction de Mondafrique

Actue

Tchad De retour au pays Masra dans une campagne de dénigrement anti-Déby - Ses Soutiens extérieurs à la manœuvre ?

Lors d'une émission organisée par la chaîne "Tchad Info" et qui s'appelle « Sans filtre », l'opposant politique, ancien Premier ministre du Tchad et leader du Parti les "Transformateurs", Succès Masra, a lancé une série d'accusations et de critiques à l'égard de l'actuel président du Tchad Mahamat Idriss Déby, et le gouvernement français, accusant les deux parties d'être impliquées dans la falsification des résultats des élections. Lors de cette interview télévisée, Masra a accusé Paris d'avoir soutenu Déby lors de ces élections et a déclaré qu'un membre des services secrets français, qui avait un bureau à l'intérieur du palais Toumay, à côté du bureau du président, était le responsable qui transmettait les résultats des élections dictés par Déby à Paris, qui a initialement rejeté le pourcentage de 60 % pour Déby et a préféré qu'il soit modifié pour passer au second tour, mais l'insistance de Déby sur ce résultat a amené la France à l'accepter et à le féliciter en tant que président élu. Il convient de noter que Déby a obtenu le plus grand pourcentage de voix, estimé à 61,3 %, ce qui dépasse largement les 50 % nécessaires pour éviter un second tour. Alors que son adversaire, le candidat principal de l'opposition, Succès Masra est arrivé directement en deuxième position, obtenant 18,53% des voix. Cependant, sa campagne électorale agressive



et le sentiment croissant de l'opposition ont fait perdre à Masra tout avenir politique et il a été contraint de démissionner de son poste. Immédiatement après l'annonce des résultats des élections, Masra a déposé un recours auprès de la Cour suprême de N'Djamena, accusant l'Agence nationale de gestion des élections d'avoir truqué les élections en faveur de Déby. Sa demande a été rejetée et il a ensuite disparu après avoir tenté d'inciter la rue tchadienne à manifester contre le

gouvernement, comme il l'a fait en octobre 2022, où de nombreuses personnes ont été tuées avant qu'il ne quitte le pays. Tout au long de la période électorale, des sources sont formelles en affirmant que l'administration Biden a parié sur la victoire de son candidat Masra, qu'elle a soutenu par divers moyens pour accéder au pouvoir et servir les intérêts de Washington, qui lui a assuré une protection après les événements d'octobre 2022, a utilisé son ambassade au Tchad pour l'ex-

pulser du pays et lui accorder l'asile politique dans la capitale américaine. De nombreux experts politiques estiment que le retour de Masra après plus d'un mois d'absence du pays pour accuser Déby et la France d'avoir truqué les élections sans en craindre les conséquences, n'est que la preuve évidente qu'il est protégé par Washington, qui le soutient depuis les événements d'octobre 2022 jusqu'à aujourd'hui et le pousse désormais à discréditer les deux parties, Déby et la France. Il faut rappeler que les États-Unis sont considérés comme l'un des rares pays à ne pas avoir félicité le président Déby pour sa victoire aux élections du 6 mai dernier. Dès son arrivée au pouvoir, Déby s'est entouré de ses fidèles dont les généraux du conseil militaire, ses proches et a exclu tous les cadres de l'opposition avec lesquels il avait collaboré durant la transition. Ces derniers qui pourraient constituer une menace pour lui dans la conduite de la politique qu'il souhaite pour son pays. Se débarrasser ainsi de l'opposition contribuerait dans l'entendement de Déby, au renforcement de la situation politique intérieure du pays et réduirait l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures du pays.

JCK, correspondance particulière

Lutte contre les appareils énergivores: Les climatiseurs, réfrigérateurs et lampes soumis à un nouvel étiquetage



Prévus initialement le 1er juillet 2024, les climatiseurs, réfrigérateurs et lampes électriques importés seront soumis à un nouvel étiquetage à compter du lundi 15 juillet prochain. Le directeur général de la Direction générale de l'Énergie (DGE), Kalifa Ehouman, a donné l'information, ce jeudi 11 juillet 2024 à Abidjan-Plateau, au cours d'un atelier de renforcement des capacités aux nouvelles procédures administratives d'importation des appareils électroménagers (lampes électriques, climatiseurs, réfrigérateurs) soumis à l'étiquetage énergétique. A l'en croire, avec l'adoption de l'étiquetage énergétique, « l'Etat a pour objectif d'offrir aux populations la possibilité de s'approvisionner avec des appareils de qualité et peu énergivores afin de réduire leurs factures d'électricité et améliorer ainsi leur

pouvoir d'achat ». L'obligation d'étiquetage des lampes, climatiseurs et réfrigérateurs découle de la directive n° 0004/2020/CM/UEMOA portant étiquetage énergétique des lampes électriques et des appareils électroménagers neufs dans les États membres de l'UEMOA. Pour sa transposition, l'Etat a adopté l'arrêté interministériel N°140/MPEER/MBPE/MCI du 27 novembre 2020 portant modalités d'étiquetage énergétique des lampes électriques, des réfrigérateurs, des congélateurs et combinés congélateurs-réfrigérateurs neufs. Pour l'opérationnalisation de l'étiquetage énergétique, le directeur général de l'Énergie et le directeur général du Commerce extérieur ont signé le 28 mars 2024 l'avis N°0435/MMPE/MCI/DGE.

CICG



Actue - Inter

Ouagadougou - Le capitaine Traoré accuse la Côte-d'Ivoire et le Bénin de velléités de déstabilisation



Dans un discours « aux forces vives » du pays, le capitaine président dénonce l'établissement de bases françaises qualifiées de « centre des opérations des terroristes », en Côte-d'Ivoire et au Bénin. Le chef du régime militaire au pouvoir au Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, s'en est pris, jeudi 11 juillet, à ses voisins ivoirien et béninois, les accusant de vouloir déstabiliser son pays, dans un contexte de tensions diplomatiques en Afrique de l'Ouest.

Dans un discours de plus d'une heure trente aux « forces vives » du Burkina Faso, le capitaine Traoré, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en septembre 2022, a déroulé les grandes orientations qu'il veut donner au pays pour les cinq prochaines années. Sur le volet diplomatique, il s'en est pris aux « impérialistes », accusés de vouloir piller et déstabiliser le Burkina Faso mais aussi à certains de ses voisins ouest-africains. « Nous n'avons rien contre le peuple ivoirien, mais nous avons quelque chose avec ceux qui dirigent la Côte d'Ivoire », a-t-il lancé, assurant qu'Abidjan hébergeait « un centre d'opérations pour déstabiliser » le Burkina. « Nous vous montrerons des preuves physiques » a-t-il ajouté. Le capitaine Traoré qui a fait de la souveraineté de son pays un point cardinal de sa gouvernance, tournant le dos à la France, reproche notamment à la Côte d'Ivoire d'être encore un allié de Paris. Jeudi, il a également critiqué le Bénin, assurant que son voisin hébergeait « deux bases françaises », dans sa partie nord. Selon lui,

ces bases seraient un « centre des opérations des terroristes » qui frappent régulièrement le Burkina Faso. Ces accusations, rejetées par Paris et Cotonou, avaient déjà été formulées plus tôt cette année par le premier ministre du Niger, Ali Mahaman Lamine Zeine.

« Exploiter nous-mêmes nos minerais »

Le Burkina Faso forme avec ses voisins, le Niger et le Mali, eux aussi dirigés par des régimes militaires et ciblés par des groupes djihadistes, une confédération baptisée Alliance des Etats du Sahel (AES). Ils ont quitté en janvier la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Dans son discours de jeudi, prononcé sans note et sous les acclamations des « forces vives » réunies dans le Palais des sports de Ouagadougou, le capitaine Traoré a évoqué d'autres domaines et notamment le secteur minier. « Nous allons récupérer nos permis d'exploitation et exploiter nous-mêmes nos minerais », et notamment l'or, a-t-il lancé. Il a également souhaité « recadrer la communication », autour du Burkina Faso. « Vous pouvez ne pas m'aimer mais vous devez aimer votre pays. Nous n'allons pas permettre à des Burkinabés de communiquer contre le Burkina Faso », a-t-il déclaré.

Fin mai, le Burkina Faso avait adopté une charte permettant au régime militaire de rester cinq ans de plus à la tête du pays.

Le Monde avec AFP

OR - La Côte d'Ivoire autorise la construction de la plus grande mine du pays

Le canadien Montage Gold a découvert à 350 km de Yamoussoukro un gisement pouvant produire plus de 100 tonnes d'or sur 16 ans. Son exploitation devrait démarrer en 2027, soutenant la croissance de la production ivoirienne d'or observée depuis plus d'une décennie. En Côte d'Ivoire, le Conseil des ministres du 10 juillet a adopté deux décrets portant permis d'exploitation pour un gisement d'or dans les départements de Dianra et de Kani. Selon l'exécutif, le projet Koné sera non seulement la plus grande mine d'or du pays, mais aussi le troisième plus important projet aurifère en Afrique de l'Ouest. Environ 2 500 emplois directs sont attendus au cours de la phase de construction de la mine et 1 000 autres au cours de la phase d'exploitation. Montage Gold, la compagnie canadienne qui détient le projet Koné, devrait en outre mobiliser 19,8 milliards FCFA pour le développement local. Notons que les deux permis ont une durée de validité cumulée de 28 ans, avec la possibilité de les prolonger en cas de nouvelles découvertes d'or. « Nous sommes ravis d'avoir obtenu notre permis d'exploitation minière qui représente une étape importante dans le développement de notre projet Koné [...]. Nous nous réjouissons de continuer à débloquer rapidement de la valeur pour nos parties prenantes en faisant progresser le projet Koné vers un lancement de la construction prévu pour le premier trimestre 2025 », a commenté Martino De Ciccio, PDG de Montage. Plus de 100 tonnes ajoutées à la production ivoirienne d'or. Avec le permis minier délivré, Montage dispose désormais de toutes les autorisations nécessaires pour sa première mine d'or en Côte d'Ivoire. La mobilisation du financement demeure donc la dernière étape avant le lancement des travaux de construction et la compagnie espère y arriver d'ici la fin de l'année. Selon une étude de faisabilité publiée en janvier 2024, 712 millions de dollars sont nécessaires pour développer une mine d'or capable de livrer 3,57 millions d'onces (101 tonnes d'or) sur 16 ans. Au cours des huit premières années, Koné devrait livrer en moyenne 349 000 onces d'or, avec un pic à 378 000 onces au cours de la troisième année d'exploitation. Le calendrier de développement prévoit une mise en service de la mine en 2027. Koné deviendrait ainsi l'un des multiples projets contribuant à la croissance de la production ivoirienne d'or ces dernières années, à l'instar d'Abujar et Séguéla en 2023 ou encore Lafigué depuis juin 2024. La production d'or de la Côte d'Ivoire est ainsi passée de 48 tonnes en 2022 à 51 tonnes en 2023, et devrait atteindre 55 tonnes en 2024. Pour rappel, le projet Koné est situé à 350 km de la capitale ivoirienne Yamoussoukro. Il est détenu à 100 % par Montage Gold, mais le code minier ivoirien prévoit une participation gratuite de 10 % pour l'Etat au moment de l'octroi du permis d'exploitation.

Emiliano Tossou Ecofin



Actualité

Bâtiment - Des journalistes formés aux Btcs, une solution contre le réchauffement climatique

La société OHEL internationale, spécialisée dans le bâtiment, la construction, la réhabilitation des infrastructures et la sécurité électronique a organisé le mercredi 10 juillet 2024 une formation de renforcement des capacités des journalistes sur les BTCS (Blocs de terres compressées et stabilisées).

Cette formation qui a eu lieu à Bingerville avait pour objectif essentiel de mettre à la disposition des journalistes des connaissances théoriques et pratiques sur les constructions en blocs de terres compressées et stabilisées (BTCS).

Madame Nogbout Marcialle, directrice générale de OHNEL internationale et formatrice pour l'occasion a édifié les journalistes présents sur le BTCS, de la fabrication à la finition en passant par le montage mais surtout sur les nombreux avantages qu'offre le BTCS.

«**Mon engagement dans le BTCS est une passion que je tire d'un vécu** », a-t-elle dit aux journalistes pour planter le décor avant de poursuivre que «**nous avons décidé de former les journalistes afin que ces derniers puissent relayer auprès de nos populations le processus de la construction de blocs de terres compressées et stabilisées et les nombreux avantages que le BTCS présente non seulement pour**



l'homme mais surtout dans la lutte contre le réchauffement climatique par l'efficacité thermique des constructions», a tenu à souligner madame Nogbout. La construction en blocs de terre compressée et stabilisée est selon madame Nogbout une réponse à la problématique du logement et de l'employabilité des jeunes. C'est pourquoi, dira-t-elle, « les conseils généraux et les mairies commencent à s'intéresser au BTCS ». Tou-

jours selon la formatrice, le BTCS peut impacter qualitativement la vie de ceux qui s'y intéressent. « Avec les blocs de terre compressée et stabilisée, avec une sécurité garantie, une réponse aux nuisances sonores et très efficace contre les incendies », dira-t-elle. OHEL internationale forme pour l'heure 100 jeunes dans la perspective d'implantation de plusieurs unités de production à travers le pays. « Avec la construction en BTCS c'est

20% de réduction du coût sur les gros œuvres », va renchérir la patronne de OHEL internationale qui invite les partenaires financiers à jouer pleinement leur partition dans le processus. En 14 ans d'existence, ce sont 500 logements qui ont été construits par OHEL internationale, une société citoyenne qui met au centre de son projet la problématique du réchauffement climatique.

De KOUASSI

Selab-LIVESTOCK show: la 3ème édition prévue du 22 au 24 novembre



Le ministre des Ressources animales et halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a officiellement lancé, le jeudi 11 juillet 2024 à Abidjan-Cocody, la 3ème édition du Sommet de l'Élevage d'Abidjan (SELAB-LIVESTOCK SHOW) prévue du 22 au 24 novembre au Parc des expositions d'Abidjan, en partenariat avec le Salon international de l'Élevage (SPACE) de Rennes (France). Placé sous le thème « Rentabilisez votre élevage », SELAB-LIVESTOCK SHOW aura pour pays à l'honneur le Brésil, ce géant de l'agroalimentaire mondial et modèle d'excellence en matière d'élevage. « Le SELAB LIVESTOCK SHOW est devenu un rendez-vous incontournable pour tous les acteurs de la filière élevage. Cette année, le Salon met l'accent sur la promotion de la production animale, a affirmé Sidi Tiémoko Touré. Il a soutenu que

le SELAB LIVESTOCK SHOW sera l'occasion de tirer des leçons précieuses de l'expérience brésilienne et de les adapter aux réalités africaines. Non sans inviter les investisseurs nationaux et internationaux à saisir cette opportunité unique pour explorer les potentialités immenses du secteur de l'élevage en Côte d'Ivoire. Il a aussi lancé un appel aux pays étrangers pour la création de pavillons d'entreprises spécialisées dans l'élevage et la production animale afin de permettre à leurs entreprises d'explorer le marché ivoirien. L'ambassadeur du Brésil, Jose Carlos de Arujo Leitao, a révélé que son pays est passé, en moins de quarante ans, d'importateur d'aliments à un des plus gros exportateurs au monde.

CICG



Inter

Foncier rural: 48 269 certificats fonciers délivrés sur la période 2018-2023, soit un taux de 90%



Au total, 48 269 certificats fonciers ont été délivrés dans le cadre du Projet d'amélioration et de mise en œuvre de la politique foncière rurale (PAMOFOR) pour la période 2018-2023, soit 90% des 53 400 certificats fonciers attendus. L'annonce a été faite par le ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Kobenan Kouassi Adjoumani, au cours d'un point presse le 11 juillet 2024 à Abidjan. D'un coût de 32, 5 milliards FCFA, PAMOFOR a permis la signature de 31144 contrats agraires entre propriétaires fonciers et exploitants agricoles non-propriétaires soit 36% des 85 370 contrats espérés. Ainsi que la délimitation de 95 territoires de villages, soit un taux de réalisation de 81, 19% des 117 villages prévus pour l'opération,

etc. Le ministre d'État a saisi cette opportunité pour annoncer le lancement, le 18 juillet prochain à Guiglo, du programme de renforcement de la sécurisation foncière rurale (PRESFOR) sur la période 2024-2028.

D'un investissement de 132 milliards de FCFA, le PRESFOR a pour objectifs la délivrance de 500 000 certificats fonciers pour sécuriser environ 5 000 000 d'hectares de terres rurales dans 16 régions administratives et 3 322 villages. Le PRESFOR contribuera à lutter contre la pauvreté en milieu rural par l'amélioration de la gestion foncière, du cadre de vie, de la cohésion sociale entre les acteurs du milieu rural, etc.

CICG

Finances ECO - La marche de zombies de la Cedeao vers la monnaie unique pour remplacer le franc cfa

«Donc que devons-nous retenir concernant l'ECO ? 1) Que la Conférence maintient les critères de convergence selon lesquels les pays de la Cedeao ne peuvent pas se lancer dans la création de cette monnaie commune. (Point 12) 2) Que la Conférence demande néanmoins à ses experts de calculer les coûts éventuels de mise en place des institutions qui devraient être liées à

cette nouvelle monnaie, l'ECO et de dire comment la Cedeao les financerait, si elle se lance dans la création de sa monnaie. (Point 13) 3) Que ses experts proposent le texte d'une réglementation qui précisera les modalités de participation des pays de la CEDEAO à une éventuelle union monétaire. (Point 12) En langage de commun cette 65ième Conférence des Chefs d'Etat de la

Cedeao nous dit qu'elle lance : 1) Sans trop y croire ; (Pacte de convergence) 2) la rédaction des termes de références de la création de la monnaie ECO et du Traité de l'Union Monétaire de la Cedeao; 3) la rédaction des statuts de la Banque Centrale qui émettra l'ECO et en assurera la gestion.

Santé: Yassongui Mamadou Sékongo, DG du CNTS-CI, exhorte les populations à adhérer au don de sang



Le directeur général du Centre national de Transfusion sanguine de Côte d'Ivoire (CNTS-CI), Dr Yassongui Mamadou Sékongo, a exhorté les populations à adhérer au don de sang pour sauver des vies.

Il a lancé cet appel lors de la conférence de presse hebdomadaire "Tout Savoir Sur" du Centre d'Information et de Communication gouvernementale (CICG), le 09 juillet 2024 à Abidjan. Pour Dr Yassongui Mamadou Sékongo, le don de sang est une satisfaction morale. Il garantit la santé, invitant tous les citoyens à être des ambassadeurs du don de sang. Car le pays a besoin chaque jour de 800 donneurs de sang pour pouvoir satisfaire la demande dans tous les hôpitaux. Le directeur général du CNTS-CI a souligné que l'Etat fait sa part. « Nous sommes sollicités par certains services de l'Etat pour la collecte de sang », s'est-il réjoui, non sans omettre la contribution de la société civile, les groupes religieux, les ONG pour la disponibilité du sang. Il a assuré que le CNTS-CI a développé une politique de mutualisation de tous les stocks de sang pour minimiser les tensions. « Notre combat est de constituer des stocks de sang équilibrés pour tous les groupes sanguins pendant au moins 10 jours », a-t-il dit. Notons que les donneurs de sang sont des femmes et des hommes âgés de 18 à 60 ans, recrutés dans la population en bonne santé.

Avec CICG



Projet d'urgence de 25 mille logements - Bruno Koné a-t-il enfin la solution ? Le coût des loyers pas annoncé !



des villes de l'intérieur du pays à savoir San Pedro, Korhogo,, Yamoussoukro et Bouaké dans des immeubles R+4. Ce projet bénéficiera du concours financier de la Badea, de la Boad, du Fonds d'Abu Dhabi... Les 45 milliards de coût du projet seront un prêt à rembourser sur 25 ans au taux de 2,5 % l'an avec 5 ans de différé. "L'Etat passe du rôle de facilitateur à un rôle plus actif et plus direct", a affirmé avec allégresse et une dose d'assurance le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme Bruno Koné. Il a tout annoncé sauf peut-être l'essentiel. A combien seront fixés les loyers des maisons qui seront disponibles dans les trois années à venir ? Là-dessus Bruno Koné est resté muet tout au long de son discours. Le Premier ministre Mambé dans son intervention n'a pas non plus dévoilé ce qui apparaît comme un secret. Il s'est contenté d'arranger la foule en déclarant simplement, "Tout le monde sera logé, personne ne sera exclu. Il y aura les apprentis gbaka, les ménagères, les mécaniciens, les journalistes... toutes les catégories". Puis Mambé d'ajouter plus loin : "Il y aura très peu de choses à payer. Ce ne sera pas 5 mois de loyer et 5 mois de caution". Sans plus.

SD à Abidjan
sdebailly@yahoo.fr

Il y avait la joie et des joies (expression sacrée et chère au PM Mambé) sur le site de la Brigade anti-émeutes (Bae) de Yopougon 3e pont, le 4 juillet 2024 à l'occasion du lancement du projet d'urgence de construction de 25 mille logements en location simple et location vente. A l'approche de la présidentielle d'octobre 2025, il n'est pas superflu d'affirmer que le gouvernement par le biais du ministre Bruno Koné joue un bon coup. Face à la crise du logement en Côte d'Ivoire, c'est toujours une bonne nouvelle de faire une annonce suivie de la pose d'une première pierre d'un projet qui va impacter la vie de milliers d'Ivoiriens. Construire 25 mille logements, c'est loger au bas mot 250.000 personnes si l'on part du postulat qu'une famille englobe en moyenne 10 personnes.

Après donc les projets de logements sociaux qui n'ont pas connu le succès escompté entre 2012 et 2023, Bruno Koné avait à cœur de ressusciter l'espoir chez

des milliers d'Ivoiriens qui attendent depuis belle lurette d'avoir une clé en main pour occuper une maison. Alors qu'au début, l'Etat avait exclu toute intervention directe pour construire des logements, voici qu'il s'est ramené à la réalité. Sur le chemin qu'avait tracé Félix Houphouët-Boigny et qui avait eu un succès retentissant en Afrique avec l'avènement des quartiers Sicogi, Sogefiha, 220 logements d'Adjamé et autres. Avec une dette de 45 milliards projetée, voici l'Etat qui va se lancer dans la construction directe des maisons pour les louer ou les vendre aux Ivoiriens de toutes les couches sociales. Ce 4 juillet, Bruno Koné qui s'exprimait avant le Premier ministre Beugré Mambé pour présenter le projet de 25 mille logements dans ses déclinaisons financières et administratives a donné beaucoup d'informations. Sur le site de la Bae, 800 appartements sortiront de terre dans des immeubles R+9, puis 1160 logements au Pk 24, à la zone industrielle

5 ha recevront des appartements, à Akoupé Zeudji sur 10 ha. Au total 25 ha à Abidjan. Sont également concernées

